

## Crise, quelle crise ?

Les opposants au régime s'échinent à promouvoir "le changement" comme sortie de "crise". Les animateurs du régime, eux, s'acharnent à imposer "la continuité", par l'élection ou par tout autre procédé, pour que le pays puisse encore profiter des bienfaits de la gestion Bouteflika. Dans leur bouche, l'édification, la paix, le bien-être, la dignité... constituent, tour à tour, ces avantages qu'il nous faut conserver en maintenant en place leur régime.

Du point de vue du pouvoir, il n'y a donc pas de crise. Pas même celle découlant du déclin du niveau de ressources qui menace les équilibres financiers et la paix sociale. Au pire, la planche à billets sera là pour parer à la chute des recettes pétrolières.

En fait, il n'y a jamais eu de crise en Algérie, depuis au moins 1957. Jamais de crise politique, puisque jamais de débat assumé sur un choix de société. Même le mouvement national, avant-guerre, n'a vécu que des crises organiques, résolues par le rapport de force du moment, au bénéfice du déni identitaire en 1949, et au profit de l'option dictatoriale au lendemain du Congrès de la Soummam.

Depuis, il n'y a eu que des crises de pouvoir, de succession en particulier. Des crises internes au système de pouvoir. À l'indépendance, au décès de Boumediene, au début des années 1990 avec la révolution démocratique avortée et aujourd'hui avec cette situation de continuité sans continueur.

S'il n'y a pas eu de crise de politique en Algérie indépendante, que des crises de pouvoir, c'est justement grâce à la "stabilité" du système, grâce au "consensus" qui, depuis avant l'indépendance, unit l'ensemble des forces militaro-claniques du pays. Consensus aujourd'hui renforcé par l'afflux de forces clientélistes de la société politique, de la société civile, des castes syndicales, des coteries entrepreneuriales et de l'affairisme islamiste bazardji, depuis que le régime Bouteflika, aidé par l'embellie financière, a ouvert la souscription à la rente.

Le pouvoir, en Algérie, n'a jamais eu de vrai rapport à la société ; il n'a jamais eu de stratégie de développement ni de projet de société de référence. Même sous Boumediene qui, pourtant, donnait des noms à ses programmes. Les "programmes", dans notre pays, constituent des modalités de dépense de la rente.

Boumediene voulait de grandes usines et remplacer, sur les terres, les colons et les gros propriétaires par la masse de paysans. Avec des "masses" de travailleurs et de paysans liés à sa politique de dépense, sa "stabilité" était assurée. Les moyens policiers sont réservés à la répression des élites.

Aujourd'hui, la gestion découle toujours de cette absence de perspective : avec un peu d'investissement par-ci, un peu de social par-là, l'État fait de la redistribution de la rente selon arrivage.

La société n'est prise en compte qu'en ce qu'elle sert de prétexte à l'entretien d'une superstructure politique et de ses dépendances organiques et géographiques, d'une part, et en ce qu'elle constitue, parfois, une menace à la "stabilité" du pouvoir, d'autre part. Elle n'a rien à voir avec la politique, si ce n'est qu'on attend d'elle qu'elle contribue à l'illusion de fonctionnement institutionnel par un peu de vote, à l'occasion. Une crise de pouvoir, oui. Mais où se logerait une crise politique quand il n'y a pas de vie politique ?

**M. H.**